

newsletter

Penser l'action : une question de lieu

Depuis plusieurs années déjà, le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO s'est donné pour devise « nourrir la pensée : penser l'action ».

« Nourrir la pensée », on voit bien ce que c'est. Depuis ses origines, et conformément à son Acte constitutif, l'UNESCO s'efforce de mobiliser intellectuels, chercheurs et universitaires autour des questions d'actualité et de prospective qui mettent en jeu ses valeurs. La pensée ainsi nourrie a sa valeur propre : elle est une dimension essentielle de la vie intellectuelle de la communauté internationale.

« Penser l'action », voilà qui est en revanche plus complexe. D'une part, l'action du Secteur est pour l'essentiel indirecte. Elle suppose tout un maillage de partenariats avec les autorités publiques, les instances intergouvernementales, les ONG, les communautés universitaires, et exclut donc que la pensée ait un lieu unique. D'autre part, tout le monde n'est pas convaincu que la pensée dans sa rigueur puisse se rapporter aux exigences concrètes de l'action.

Mais, à bien y regarder, ce sont précisément ces deux difficultés qui montrent la voie. Parce que l'action s'inscrit dans un maillage à la configuration complexe, elle ne peut se penser que dans un espace qui réunit les acteurs, dans le respect de la diversité de leurs statuts, et leur offre les conditions d'une élaboration collective. Parce que les exigences de la pensée et de l'action ne s'alignent pas



p. 3 **Éthique** Bioéthique et droits humains : le monde se dote d'une Déclaration universelle • Réunion du CIB au Japon • Avec GEO, l'éthique à portée de tous • Renouveau des membres de la COMEST / p. 6 **Sciences humaines** Succès de la 1^{re} Journée mondiale de la philosophie • Un Symposium international sur le dialogue Est-Ouest / p. 8 **Transformations sociales** MOST II supervisée par un nouveau Conseil intergouvernemental • p. 9 **Entretien** Zola S. Skweyiya • p. 11 **Dossier** Le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales • Politiques urbaines et « droit à la ville » • « Migrations sans frontières » : l'UNESCO débat du droit à la mobilité / p. 18 **Cahier spécial 60 ans** Quelle UNESCO pour l'avenir ? • Le programme intersectoriel anti-pauvreté • Les rendez-vous de SHS / p. 20 **Droits humains** Les enfants-soldats du Libéria à la conquête de leur dignité • Actualité de la Coalition des villes contre le racisme • Sida: Stop les discriminations! / p. 23 **Publications** / p. 24 **Infos** • **Agenda**

d'elles-mêmes, elle doivent se négocier dans un espace dont les propriétés sont justement les mêmes.

Savoir ce qu'il faudrait faire ne signifie pas que ce soit facile. Le défi que le Secteur s'est lancé consiste à créer cet espace où l'action puisse véritablement se penser ; pour cela, il faut d'abord le doter d'un lieu. Cet espace innovant, c'est le Forum international sur les interfaces entre sciences sociales et politiques. Ses lieux, du 20 au 24 février 2006, ce sont l'Argentine et l'Uruguay : Buenos Aires, qui recevra à la fois les séances plénières et une partie substantielle du programme d'ateliers ; Montevideo, Rosario et Córdoba, qui accueilleront chacune un ensemble thématique d'ateliers.

Les thèmes traités à l'occasion du Forum sont ceux où l'action ambitieuse dans un monde en profonde transformation interroge la pensée en général, et les sciences sociales en particulier : migrations et populations, questions urbaines et décentralisation, intégrations régionales, politiques sociales, dynamiques globales. La diversité des participants pressentis – politiques, chercheurs, militants, journalistes – marque la volonté de favoriser des relations d'un genre nouveau. Et le format retenu, qui s'ouvre aux contributions du monde entier, par le biais de l'Internet, assure une inclusion véritable.

Il s'agit, par le Forum, de lancer une dynamique, qui trouvera son expression solennelle dans une Déclaration dont cette Newsletter présente le projet. C'est cette dynamique qui rendra possible à la fois les progrès de la connaissance dans les sciences sociales et la mise en œuvre de cette connaissance pour transformer le monde.

Et au moment où un cycle s'achève sur une année qui démarre, que se souhaiter de meilleur que d'œuvrer ensemble par la réflexion et l'action en faveur d'un monde pacifié ?

À toutes et à tous, je tiens à adresser mes meilleurs vœux pour 2006.

Pierre Sané
Sous-Directeur général
pour les sciences sociales
et humaines



© Tous droits réservés

La Newsletter de SHS est un bulletin d'information trimestriel qui présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également disponible sous forme électronique (www.unesco.org/shs).

Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de la Newsletter de SHS » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article.

© UNESCO, 2005 ISSN : 1814-3008

Directeur de publication : Pierre Sané
Responsable de rédaction : Cathy Bruno-Capvert
Comité de rédaction : Mimouna Abderrahmane, Khaled Abu-Hijleh, Jeanette Blom, John Crowley, Simone Porges, Petra Van Vucht Tijssen, Rosemary Wiltshire-Romero
Conception graphique et mise en page : Atelier Takavoïr – Paris
Impression : UNESCO

Dans un monde soumis à des mutations fondamentales, la mission de « conscience » des Nations unies, dévolue à l'UNESCO depuis sa création, apparaît plus importante que jamais. Comptant parmi les cinq programmes prioritaires de l'UNESCO, **le Programme sur l'Éthique des sciences et de la technologie**, mis en œuvre par le Secteur des sciences humaines et sociales (SHS) de l'Organisation, vise à guider les progrès des sciences de la vie et le développement technologique par une réflexion éthique qui tienne compte du patrimoine culturel, juridique, philosophique et religieux des diverses communautés humaines. Par l'action normative, la sensibilisation, et le renforcement des capacités de ses États membres, l'UNESCO s'efforce ainsi de remplir son mandat d'organisation internationale « chef de file » des problèmes éthiques.

Bioéthique et droits humains : le monde se dote d'une Déclaration universelle

Après un long processus de consultations, la 33^e Conférence générale de l'UNESCO a adopté, en octobre, la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits humains. Un texte qui va bien au-delà de la simple éthique médicale et propose de replacer les enjeux de la bioéthique dans les réalités sociales et politiques du monde contemporain.

Après deux ans d'un long travail d'élaboration, les États membres de l'UNESCO, réunis à l'occasion de la 33^e Conférence générale de l'Organisation, ont adopté, par acclamation, le 19 octobre 2005, la Déclaration sur la bioéthique et les droits humains, affirmant ainsi l'engagement de la communauté internationale d'établir un certain nombre de principes universels dans le développement et l'application des sciences et des technologies.

En formulant cette nouvelle Déclaration, l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture s'efforce particulièrement de répondre aux besoins des pays en développement, des communautés indigènes, et de tous les individus et groupes vulnérables qui sont spécifiquement mentionnés tout au long du texte.

Entièrement guidée par le respect de la dignité humaine, des droits humains et des libertés fondamentales, la Déclaration universelle traite ainsi des problèmes éthiques soulevés par la médecine, les sciences de la vie et l'ensemble des technologies susceptibles d'être appliquées aux êtres humains, en prenant en compte leurs dimensions sociales, juridiques et environnementales.

Elle parvient à définir les principes, les procédures, et les normes universellement acceptables en matière d'éthique, tels qu'ils sont posés par la législation internationale, dans le but d'aider à la prise de décisions sur le terrain.

Des perspectives pour l'action

Outre les « bonnes pratiques » déjà en vigueur dans la communauté scientifique – où les principes d'autonomie, de responsabilité individuelle, de respect de la vie privée et de confidentialité sont communément admis –, la déclaration soulève le problème de l'accès de tous à des soins de qualité et aux médicaments essentiels, à la nutrition et à l'eau potable, à l'amélioration des conditions de vie et d'environnement, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté.

Elle ouvre donc des perspectives pour l'action qui vont bien au-delà d'une simple éthique médicale et réitère le besoin de placer la bioéthique dans le contexte d'une réflexion ouverte sur le monde social et politique.

Cette Déclaration est le résultat d'un long processus étalé sur deux ans durant lesquels le Comité International de Bioéthique (lire page 4) a élaboré, la première année, un projet de texte, qui a ensuite fait l'objet de négociations intergouvernementales. Tout au long de ce processus, des consultations élargies, des auditions et des conférences se sont succédées dans le monde entier, favorisant un riche débat interculturel et garantissant la transparence et la participation de tous les acteurs impliqués dans la bioéthique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
H. Ten Have et Sabina Colombo, tél. : +33 (0)1 45 68 38 03



La Déclaration fait de l'accès aux médicaments, comme à l'eau potable, une question d'éthique.

➡ La Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits humains est disponible en arabe, anglais, chinois, espagnol, français et russe sur le site web de la Division de la bioéthique :

www.unesco.org/bioethics

Le Comité International de Bioéthique se tourne vers l'avenir au Japon

À l'invitation du gouvernement japonais, la 12^e session du Comité International de Bioéthique devait se tenir à Tokyo du 15 au 17 décembre 2005, en présence du Directeur général de l'UNESCO et du Sous-Directeur général pour les sciences sociales et humaines.

Après l'adoption, par les États membres de l'UNESCO, de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits humains (lire page 3), la 12^e session du Comité International de Bioéthique (CIB), organisée à Tokyo, du 15 au 17 décembre 2005, devait être l'occasion de saluer le travail accompli par les 36 experts indépendants composant ce comité.

Instance consultative de l'UNESCO, créée en 1993, et constituant l'unique forum international menant une réflexion approfondie sur la bioéthique en explorant tous ses enjeux, le CIB s'est en effet totalement investi, durant ces deux dernières années, dans l'élaboration de cette Déclaration, mettant en place un groupe de travail sur ce sujet et réalisant de nombreuses auditions et consultations des acteurs engagés dans la bioéthique.

À Tokyo, le CIB a cependant choisi de se tourner vers l'avenir, envisageant déjà les problèmes qui ne manqueront pas de lui être adressés avec la promotion de cette Déclaration, en termes de diversité culturelle, de consentement informel, de santé publique ou encore d'accès aux soins. Il devait également définir son programme de travail pour 2006-2007 et profiter de l'occasion offerte de se réunir au Japon pour examiner les perspectives asiatiques sur les problèmes actuels en matière de bioéthique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

H. Ten Have et Sabina Colombo, tél. : +33 (0)1 45 68 38 03
www.unesco.org/bioethics

À LIRE

« Les Comités de Bioéthique au travail : procédures et politiques » Guide n°2

Alors que la version espagnole du Guide n°1 sur les Comités de Bioéthique paraîtra début 2006, le Guide n°2 vient de paraître en anglais et sera très bientôt disponible

en français. Intitulé « Les Comités de Bioéthiques au travail : procédures et politiques », ce guide à l'usage des gouvernements, scientifiques, avocats et/ou professionnels de la santé ayant décidé de créer un Comité de Bioéthique, se propose de les accompagner dans l'accomplissement de leur mandat en

suggérant les différentes étapes à suivre pour faire vivre ces structures, quelle que soit la forme choisie, et ce, jusqu'à l'évaluation, formelle et informelle, du travail réalisé. ¶

Pour se procurer le Guide n°2 :
www.unesco.org/shs/ethics

LES MEMBRES DU CIB

R.L. Andorno (Argentine) ; G. Berlinguer (Italie) ; L. De Castro (Philippines) ; H. Gonçalves dos Santos (Portugal) ; Justice Unity Dow (Botswana) ; G. d'Empaire (Venezuela) ; A. Elungu (République Démocratique du Congo) ; D. Evans (Nouvelle-Zélande) ; H. Galjaard (Pays-Bas) ; E. Gefenas (Lituanie) ; Y. Gómez Sánchez (Espagne) ; H. Gros Espiell (Uruguay) ; N. Guessous-Idrissi (Maroc) ; M. Hamade (Liban) ; M. Hamdan (Jordanie) ; O. Hartling (Danemark) ; C. Huriet (France) ; D. A. Ijalaye (Nigeria) ; M. Jean (Canada) ; J. Kayolo Kigongo (Ouganda) ; Justice Michael Kirby (Australie) ; R. Kollek (Allemagne) ; G. Kosztlányi (Hongrie) ; L. Le Dinh (Vietnam) ; T. Maimets (Estonie) ; A. Martínez-Palomo (Mexique) ; S. Qasim Mehdi (Pakistan) ; T. Morisaki (Japon) ; M. Özgüc (Turquie) ; E. Pellegrino (États-Unis d'Amérique) ; M. Revel (Israël) ; P. Robinson (Jamaïque) ; W. Saad Hossne (Brésil) ; F. Saleh (République arabe de Syrie) ; P. Narain Tandon (Inde).



« Le statut épistémologique de la Bioéthique » Redbioética n°1. ISBN 970-32-2840-2

Constituant le 1^{er} numéro d'une série de publications éditées par l'Institut de recherches juridiques de l'Université autonome de Mexico et le Réseau de bioéthique latinoaméricain et de la Caraïbe

(Redbioética), fondé par l'UNESCO en 2003, « Le statut épistémologique de la bioéthique » rassemble les 8 principales contributions à un Symposium organisé sur ce sujet, à Montevideo (Uruguay), en novembre 2004, auquel ont participé les plus éminents spécialistes de la région. Coordonné par le

Professeur Volnei Garrafa, de l'Université de Brasília, le professeur Miguel Kottow, de l'Université de Chile, et Alya Saada, conseillère régionale pour les sciences sociales et humaines au bureau de l'UNESCO à Mexico, cet ouvrage est disponible en espagnol. ¶



© Neus Travillans Ensemble

Avec l'Observatoire Global d'Éthique (GEO), l'UNESCO met l'éthique à portée de tous

Rassemblant l'ensemble des ressources actuellement disponibles sur l'éthique dans le monde, l'Observatoire Global d'Éthique (GEO) a été officiellement lancé le 15 décembre 2005, à l'occasion de la réunion du Comité International de Bioéthique qui se tenait à Tokyo (Japon). Grâce à ce serveur mis en ligne par l'UNESCO, chacun pourra désormais accéder directement et gratuitement, à partir de son ordinateur, à quatre bases de données couvrant les domaines de la bioéthique, de l'éthique de l'environnement, de l'éthique des sciences et de l'éthique des technologies. Outre un *Who's Who* recensant les coordonnées des experts dans chacun de ces domaines, l'utilisateur de GEO se verra ainsi offrir la possibilité de consulter la liste des institutions, les programmes d'enseignement, ainsi que les législations, directives et réglementations en matière d'éthique, recensés par les États membres de l'UNESCO.

Constituant le premier pôle de ressources sur les activités liées à l'éthique à travers le monde, le serveur GEO entend en effet également devenir une plateforme de référence essentielle pour l'Organisation, lui permettant d'anticiper et de soutenir ces activités. Lors de son lancement au Japon, seules les trois premières bases de données (experts, institutions et programmes d'enseignement de l'éthique) ont été présentées, la quatrième et dernière base de données (législations, directives et les réglementations) devant être mise en place dans une étape ultérieure. D'abord accessible dans un nombre limité de langues, GEO devrait être rapidement consultable dans les six langues officielles de l'UNESCO (arabe, anglais, chinois, espagnol, français et russe). ¶

Pour plus d'informations sur ce système, merci de contacter la Division de l'éthique des sciences et de la technologie à l'adresse suivante : geo@unesco.org.
Pour consulter GEO :
www.unesco.org/shs/ethics/geo

Renouvellement des membres de la COMEST

En janvier 2006, près de la moitié des membres de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) cèderont leurs sièges à de nouveaux experts nommés pour quatre ans.

Tous les deux ans, la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) est renouvelée pour moitié sur nomination du Directeur général de l'UNESCO. En janvier 2006, près d'une dizaine de nouveaux experts indépendants débiteront ainsi leur premier mandat, renouvelable une seule fois, tandis que leurs prédécesseurs continueront de collaborer aux travaux de la COMEST en en devenant « membres correspondants ».

Ce renouvellement statutaire ne manquera pas d'enrichir, par de nouvelles expériences, le travail de cette instance consultative de l'UNESCO, en renforçant son rôle de forum intellectuel de référence pour l'anticipation des risques. En effet, si la COMEST a pour vocation de conseiller les États membres de l'Organisation sur l'éthique des sciences et des technologies, elle s'efforce également de nourrir la réflexion et de favoriser le dialogue entre scientifiques, décideurs et les populations du monde entier.

Une approche multidisciplinaire

Composée de dix-huit experts indépendants issus de disciplines et de régions différentes (scientifiques, philosophes, juristes, spécialistes de l'éducation, ingénieurs ou médecins), elle développe une approche multidisciplinaire des enjeux éthiques, avec la conviction que sans ancrage rigoureux dans les sciences exactes, toute démarche éthique demeurerait vaine, de même qu'aucune éthique ne saurait être humaine, sans prise en compte de la philosophie et des droits humains.

Associant, à travers plusieurs groupes de travail, les experts les plus réputés à la discussion et à la diffusion de ses orientations, elle s'efforce ainsi, dans le cadre de ses orientations actuelles, de :

- décliner les débats sur l'éthique dans chaque région ;
- réfléchir à l'opportunité de nouvelles avancées normatives ;
- promouvoir la prise en compte des enjeux éthiques dans la recherche et dans l'enseignement scientifiques.

Parce que le développement du continent africain est l'une des priorités de l'UNESCO dans les deux ans à venir, après la Norvège (1999), l'Allemagne (2001), le Brésil (2003) et la Thaïlande (2005), c'est en Afrique que, sous réserve de l'invitation d'un État membre, la prochaine séance ordinaire de la COMEST devrait avoir lieu en 2007. D'ici là, les nouveaux membres de la Commission se réuniront, en juin 2006, en session extraordinaire au siège de l'UNESCO, à Paris. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Simone Scholze, s.scholze@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 59 54

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. » Cette conviction, inscrite dans l'Acte constitutif de l'UNESCO confère à l'Organisation une fonction de veille intellectuelle, éthique et stratégique que le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) s'efforce de renforcer, en favorisant le rôle de Forum et de « laboratoire d'idées » de l'Organisation. À travers la production et la diffusion d'études prospectives, le soutien à la recherche et à l'enseignement de la philosophie, l'organisation de la Journée mondiale de la philosophie ou encore le développement de conférences favorisant le dialogue entre les civilisations, **l'UNESCO entend ainsi contribuer à une meilleure prise en compte des sciences humaines et de la réflexion philosophique comme « une école de la liberté »** sans laquelle il n'est pas de compréhension ni de respect mutuels.

Succès de la 1^{re} Journée « mondiale »

Jusqu'à présent sa dimension mondiale était une réalité. Depuis octobre 2005, elle est officiellement inscrite dans son titre, et c'est par un événement exceptionnel qui s'est tenu au Chili que la Journée mondiale de la philosophie a été célébrée en novembre dernier.

Après que la 33^e Conférence générale de l'UNESCO a entériné la recommandation du Conseil exécutif d'inscrire la Journée de la philosophie au calendrier des Journées mondiales, cet événement a été célébré avec succès au Siège de l'Organisation et dans 70 pays, le 17 novembre 2005. Le 24 novembre, un événement exceptionnel était organisé à Santiago du Chili, à l'invitation du gouvernement chilien. L'ouverture de cette Journée a été faite avec Ricardo Lagos Escobar, Président de la République Chilienne, en présence de Sergio Bitar, ministre de l'Éducation du Chili et Président de la Commission nationale chilienne pour l'UNESCO.

Des philosophes venus des cinq continents se sont rassemblés autour de neuf tables rondes et d'un café philosophique. Entre débats sur la diversité culturelle et sur la globalisation, et réflexions sur la justice, la violence et l'éthique, intervenants, médiateurs et participants ont pu réfléchir sur des thèmes tout aussi actuels que préoccupants.

Un vibrant hommage a été rendu au philosophe Paul Ricœur, auteur humaniste de *Temps et Récit*, décédé au mois de mai 2005. Les participants ont également pu se retrouver à la salle du « Café Centenario » pour une vente de peintures d'artistes chiliens, avant de se diriger vers la Plaza Alta Gran Nave pour se plonger dans l'ambiance d'un concert de jazz du groupe Angel Parra Trio.

La veille, le 23 novembre 2005, les célébrations avaient débuté avec un forum de réflexion sur « Quelle UNESCO pour l'avenir ? » (lire aussi p. 18).

Le lendemain, le 25 novembre 2005, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, a lancé la 1^{re} réunion du « Dialogue philosophie interrégional : Afrique – Amérique latine », qui a réuni des philosophes des deux régions, dans la lignée du Dialogue lancé en 2004 pour les régions Asie et Monde arabe. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Fériel Ait-Ouyahia, f.ait-ouyahia@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 38 12

S. Exc. Monsieur Ricardo Lagos Escobar, Président de la République chilienne a ouvert la Journée mondiale de la philosophie, le 24 novembre 2005, à Santiago du Chili.





Des centaines de personnes, dont de très nombreux jeunes gens, ont participé à la Journée de la philosophie organisée à l'Université Jilin, à Changchun, en Chine, le 17 novembre dernier.

L'édition 2005 de la Journée de la philosophie, organisée par le Bureau de l'UNESCO à Beijing, a également donné lieu à 2 autres événements, l'un à Beijing et l'autre en Mongolie.

de la philosophie

Un Symposium international sur le dialogue Est-Ouest

Du 7 au 9 novembre dernier, des penseurs de tous horizons se sont réunis au Siège de l'UNESCO, à Paris, pour débattre de la diversité culturelle et du dialogue Est-Ouest, à l'occasion d'un Symposium international co-organisé par l'UNESCO en partenariat avec la Délégation permanente du Japon auprès de l'UNESCO, le Centre japonais de recherche pour les sciences morales, la Fondation du Japon, le ministère des Affaires étrangères du Japon, le Centre de recherche international d'études japonaises, l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), l'École pratique des Hautes Études – France (EPHE), le Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines (CIPSH), le International Society for the Comparative Study of Civilizations (ISCSC) et la Commission nationale française pour l'UNESCO.

La rencontre « Diversité culturelle et valeurs transversales : un dialogue Est-Ouest sur la dynamique entre spirituel et temporel » est particulièrement significative puisqu'elle a lieu près d'un demi siècle après le lancement du « projet majeur

relatif à l'appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident », mené dans la décennie 1957-1966. Il s'agit, aujourd'hui, comme hier, de prendre conscience de la richesse et de la fragilité de la diversité culturelle dans ses expressions variées, en particulier dans les deux extrémités de l'Europe et de l'Asie.

Ce symposium a examiné les origines et la nature des valeurs culturelles partagées entre l'Extrême Orient et l'Occident à travers des exemples concrets de rencontres interculturelles dans la longue durée. Les intellectuels et philosophes de différentes cultures se sont interrogés sur la manière de traiter le problème récurrent du séculier et du temporel. Poser cette question maintenant, et de cette manière, a contribué à faire émerger un environnement global favorable au respect mutuel entre les peuples de différentes cultures et civilisations.

Un communiqué final a été adopté par les participants. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Fériel Ait-Ouyahia**, f.ait-ouyahia@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 38 12

Le Président du Conseil Exécutif de l'UNESCO, Monsieur Zhang Xinsheng, et le Président de la Conférence Générale de l'UNESCO, S. Exc. le Dr. Musa Bin Jaafar Bin Hassan, à l'ouverture de la Journée mondiale de la philosophie organisée au Siège, le 17 novembre, et à l'occasion de laquelle la Côte d'Ivoire a été mise à l'honneur.



Migration internationale, développement urbain, demande de participation des populations à l'élaboration des politiques publiques... Les réalités du monde contemporain ne cessent d'évoluer. En soutenant la recherche en sciences sociales et en s'efforçant d'en partager les résultats avec le plus grand nombre, **l'UNESCO contribue à aider la communauté internationale à mieux comprendre ces réalités afin de mieux répondre aux défis** qu'elles posent. À travers le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), l'Organisation a par ailleurs la responsabilité de coordonner le seul programme des Nations unies sur la gestion des transformations sociales (le programme MOST) et s'emploie particulièrement, dans ce cadre, à resserrer les liens entre les chercheurs et la communauté des décideurs au sens large.

Programme MOST : La phase II supervisée par un nouveau Conseil intergouvernemental

Les 35 membres du nouveau CIG, élu en octobre 2005, sont chargés de superviser la mise en œuvre de la Phase II du programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (Programme MOST).

La 33^e Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue en octobre dernier à Paris, a procédé à l'élection d'un nouveau Conseil intergouvernemental (CIG) chargé de superviser le programme des Nations unies sur la gestion des transformations sociales (Programme MOST).

À cette occasion, 17 États ont fait leur entrée au sein de ce Conseil composé de 35 membres, qui, dans l'accomplissement de leur mission, pourront compter sur un Comité de conseil scientifique, composé de 6 experts internationaux, et d'une soixantaine de Comités de liaison nationaux.

De l'organisation du Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (lire le dossier), au suivi des priorités régionales définies à l'issue de consultations menées entre 2004 et 2005, en passant par la mise en ligne d'un serveur mettant à la dispo-

sition des décideurs politiques les résultats de la recherche en sciences sociales : c'est sous la supervision de cette nouvelle équipe de pays, présidée par le ministre du Développement social sud-africain, Zola Skweyiya, que le secrétariat du MOST mettra en œuvre la phase II du Programme.

À peine élus, anciens et nouveaux membres du CIG se réunissaient d'ailleurs en session extraordinaire avec à l'ordre du jour l'élection du nouveau bureau du CIG pour 2005-2007 ; la présentation d'un rapport d'évaluation des 60 Comités nationaux de liaison du programme MOST ; et une communication sur la préparation du Forum qui se déroulera en Argentine et en Uruguay, du 20 au 24 février 2006. Cette séance fut ouverte par Koïcho Matsuura, Directeur-Général de l'UNESCO, selon lequel « le programme MOST possède un potentiel réel de contribuer d'une manière différente à tisser un lien entre l'élaboration de politiques sociales et la recherche en sciences sociales. » Ce que ne devrait pas manquer de confirmer le Forum de février. ¶

Pour plus d'informations sur le programme MOST, merci de contacter :

Christina von Furstenberg, c.von-furstenberg@unesco.org, tél. : +33(0)1 45 68 45 16
www.unesco.org/shs/most

➔ LES 35 PAYS MEMBRES DU CIG POUR 2005-2007

L'Afghanistan, l'Afrique du Sud, la Belgique, le Congo, le Costa-Rica, l'Égypte, Israël, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Malaisie, le Maroc, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la République Dominicaine, la Suède, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Venezuela : au total, 17 nouveaux États siégeront, dans les deux ans à venir, au sein du CIG, aux côtés du Cameroun, de la Chine, de Cuba, de Fidji, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, de la Jordanie, du Mali, du Mexique, du Mozambique, d'Oman, du Pérou, de la République islamique d'Iran, de la République tchèque, du Sénégal, et de la République-Unie de Tanzanie. ¶

➔ LES PRIORITÉS DU MOST PAR RÉGION

À l'issue d'un vaste processus de consultations auprès des représentations régionales de l'UNESCO et de ses partenaires scientifiques, des priorités régionales ont été établies pour la Phase II du MOST :

- Amérique latine et Caraïbes : Lutte contre la pauvreté
- Afrique : Processus d'intégration régionale
- États arabes : Rôle de l'État dans le développement social
- Asie-Pacifique : Sécurité humaine
- Europe, y compris Europe Centrale et Europe de l'Est : Les populations vieillissantes
- Petits États insulaires en développement (PEID) : Développement social durable. ¶

Zola Skweyiya

« Les hommes politiques n'aiment pas qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire »

Ministre du Développement social de la République d'Afrique du Sud, Zola Skweyiya est le nouveau président du Conseil intergouvernemental du Programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (MOST), dans le cadre duquel est organisé le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (IFSP), qui se tiendra, en Argentine et Uruguay, en février 2006 (voir pages 11 à 15).

Vous venez d'être élu président du Conseil intergouvernemental du Programme MOST. Que signifie cette élection pour vous ?

Elle me donne l'occasion de m'investir encore davantage, en tant que Sud-Africain et Africain, pour mettre les problèmes des plus pauvres des pauvres en première ligne. Tout le monde devrait en effet comprendre que les problèmes auxquels nous faisons face correspondent largement à une situation que le reste du monde – y compris l'Europe et l'Amérique du Nord – a connue il y a 200 ans. Certains de ces problèmes ressemblent à ceux auxquels sont confrontées certaines parties de l'Amérique du Sud, des Caraïbes et de l'Asie. Tous sont à l'ordre du jour en Afrique aujourd'hui.

Avant même cette élection, vous avez joué un rôle actif au sein du Comité de pilotage du Forum sur les interfaces entre politiques et sciences sociales. Pourquoi vous être engagé dans cette initiative ?

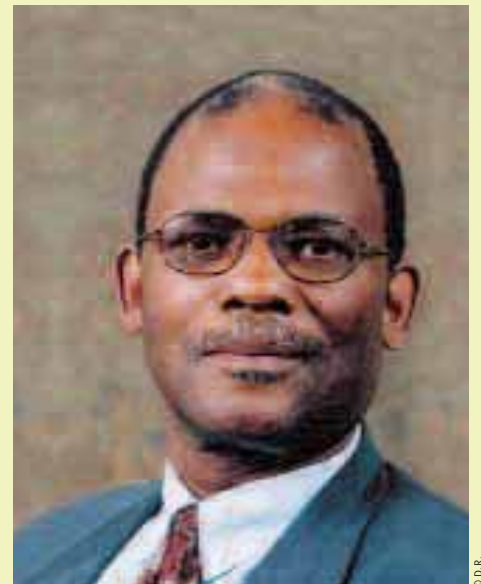
Tout d'abord, en raison de mon expérience de Sud-Africain sur les questions de développement, et en particulier sur le problème de la pauvreté, qui est une tâche essentielle de mon gouvernement. Mais c'est aussi en raison de mes expériences dans le mouvement de libération (l'ANC, *ndlr*) qui, jusqu'en 1994, reposait sur le militantisme. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, la question s'est posée de savoir quel genre d'État nous voulions. Nous ne voulions pas reproduire le modèle des

anciens colonisateurs, mais, en tant que mouvement de libération, nous n'avions pas les ressources pour établir un État. Il nous fallait compter sur l'appui de la communauté internationale et des universitaires qui avaient contesté l'ancien régime en Afrique du Sud. Cette collaboration nous a conduits à la Constitution que nous avons aujourd'hui qui, je crois, reflète assez bien les aspirations du peuple. Mais je constate que les liens en réseau entre décideurs politiques, chercheurs et la société civile qui existaient en 1994, parce que nous avons su les constituer dans les années 1980, se sont maintenant relâchés. Dans certains cas, ils ont même disparu. Lorsque le mouvement de libération est arrivé au pouvoir, il a en effet beaucoup compté sur les chercheurs, qui avaient contribué à l'élaboration des nouvelles politiques, pour les mettre en œuvre. Ils ont ainsi été absorbés par l'État. C'est notre faiblesse aujourd'hui. D'ici peu, nous ne disposerons plus des chercheurs dans les universités et des militants dans la société civile qu'il nous faudrait pour répondre aux besoins d'un État progressiste.

En quoi le Forum sur les interfaces entre politiques et sciences sociales intéresse-t-il les décideurs africains ?

Ce Forum sera l'occasion de produire du savoir, d'envisager des coopérations éventuelles et de tirer partie des bonnes pratiques. L'État sud-africain, qui a seulement 11 ans, ne doit pas réinventer la roue ! Depuis 1957 – date à laquelle le Ghana a été la première des anciennes colonies à gagner son indépendance –, nombreux sont les pays qui ont été confrontés aux mêmes problèmes que rencontre l'Afrique du Sud aujourd'hui. Nous devrions apprendre de leurs expériences et de leurs pratiques, et nous assurer que nous ne répétons pas leurs erreurs. Par exemple, les questions d'égalité hommes/femmes, auxquelles l'Afrique du Sud est confrontée aujourd'hui, se sont déjà posées

Entretien



au Mozambique, en Zambie, en Tanzanie. Nombre d'enjeux sont de portée mondiale, et il importe donc que nous apprenions les uns des autres. Dans le même temps, nous devons utiliser la recherche existante afin de renforcer nos capacités. Ce Forum permettra aux différentes catégories de participants de mettre en place des réseaux de personnes travaillant sur les mêmes questions.

En tant qu'acteur politique, comment expliquez-vous le manque d'interaction entre décideurs et universitaires ?

Et bien, je crois que parfois les hommes politiques n'aiment pas qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire ! Souvent les chercheurs sont critiques. Mais en fin du compte, en Afrique, nous partageons tous la même préoccupation de la pauvreté. Le défi, en tant que politique, est de trouver des façons d'impliquer activement les chercheurs. Il faut s'assurer de bien comprendre ce qu'il disent et trouver des manières de mettre en œuvre leurs idées. C'est important, parce que la manière dont nous déployons nos ressources n'est pas toujours la bonne. Par exemple, en Afrique du Sud, nous voulions distribuer des paniers de nourriture aux familles pauvres et vulnérables. Seulement, les modalités pratiques ont apporté plus de problèmes que de solutions, parce que la distribution a été confiée à des entreprises privées qui n'étaient pas issues des communautés concernées et ne savaient pas exactement qui étaient les pauvres sur le terrain. Par conséquent, il est arrivé que la nourriture soit distribuée aux mauvaises personnes. Mais grâce aux chercheurs, qui sont devenus très critiques et se sont adressés aux médias, nous avons découvert le problème. Les critiques ont maintenu – à raison – qu'en tant que décideur politique, j'aurais dû savoir. C'est une question d'ouverture à la

➔ BIOGRAPHIE

Né en 1942, Zola S. Skweyiya a rejoint le Congrès National Africain (ANC) à l'âge de 14 ans, l'année où Nelson Mandela est arrêté et jugé pour trahison (1956). Titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Leipzig (1978), il a mis en place le bureau de l'ANC à Addis Abeba (Ethiopie) et représenté l'ANC à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de 1982 à 1985, ainsi qu'à la Commission des Nations unies pour les Droits de l'homme de 1984 à 1993.

À son retour d'exil en 1990, il préside le Comité sur la Constitution de l'ANC et participe aux commissions de négociations de l'ANC sur ce sujet. Il a présidé la Commission des Nations unies pour le Développement social. Ministre de la Fonction publique de 1994 à 1999, il est ministre du Développement social depuis 1999. ¶

« le défi est de trouver des façons d'impliquer activement les chercheurs »

critique, mais il faut aussi que nous admettions les contraintes qui résultent des tensions entre chercheurs et décideurs. Par exemple, en Afrique du Sud, nous ne sommes pas encore parvenus à atteindre tous les orphelins qui ont perdu leurs parents à cause du Sida et d'autres facteurs. La nature de ce problème et les solutions qui pourraient y être apportées continuent à être source de tension entre les associations et le gouvernement.

Les politiques urbaines seront parmi les sujets traités lors de l'IRSP. Cette question est-elle importante pour l'Afrique du Sud ?

Les politiques urbaines sont au cœur de presque tous les programmes gouvernementaux. Comme vous le savez, les Sud-Africains migrent des zones rurales vers la ville parce qu'ils sont à la recherche de services qui ne sont pas disponibles dans les campagnes. Le gouvernement essaye d'améliorer les infrastructures dans les zones rurales, mais, malgré cela, les gens arrivent en nombre dans la ville et nous devons faire face au défi de leur procurer des logements, des écoles, de l'eau, des installations sanitaires, de l'électricité, etc. Nous devons également faire face à l'impact social de l'urbanisation, comme la criminalité, la consommation de drogue, les violences à l'égard des femmes et des enfants, ou encore la progression du VIH/Sida.

Un des grands défis de l'Afrique du Sud était de démanteler les inégalités du système d'apartheid. Où en êtes-vous de ce processus ?

Nous avons fait beaucoup de progrès, en regard de ce dont nous avons hérité. Nous avons réussi à assurer un État démocratique et à répondre à certaines aspirations du peuple, notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé, la sécurité sociale et, dans une certaine mesure, le logement. Mais les attentes sont légitimement élevées, et il nous reste beaucoup de défis à relever, comme garantir l'accès de tous les enfants à une éducation gratuite ou assurer l'accès à l'eau et à l'électricité pour tous. Un des problèmes est le manque de « compétences » : l'argent seul ne fait pas tout ! Des difficultés demeurent pour atteindre tout le monde, et faire en sorte que les bonnes personnes reçoivent l'aide du gouvernement, au bon moment, et dans des conditions dignes. ¶

Dossier

Interfaces entre politiques et sciences sociales

Un Forum pour un dialogue d'un genre nouveau

Sous l'égide du programme MOST de l'UNESCO, un Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (IFSP), se tiendra en Argentine et en Uruguay du 20 au 24 février 2006.

© Raouf Delongaro / UNESCO



« Un espace innovant pour un dialogue d'un genre nouveau. » Par le choix de son sujet, la manière dont il s'élabore, la façon dont il va se dérouler, les suites que l'on peut d'ores et déjà lui souhaiter, le Forum qui se déroulera, en Argentine et en Uruguay, du 20 au 24 février prochain, promet effectivement d'innover.

Organisé conjointement par l'UNESCO et les gouvernements argentin et uruguayen, avec le soutien de nombreux partenaires universitaires, politiques et associatifs, ce Forum est coordonné par un Comité de pilotage international* qui a d'emblée souhaité que cet événement incarne, dans l'élaboration de son contenu autant que dans la forme qu'il prendra, le projet ambitieux de relier les mondes des sciences sociales et de la décision politique.

C'est donc depuis plusieurs mois déjà que les plus éminents spécialistes de sciences sociales, les décideurs-politiques et les acteurs de la société civile sont appelés à participer à la construction de cet espace de dialogue. En répondant à l'invitation du Comité de pilotage, ils et elles ont ainsi contribué à élaborer un programme qui abordera 5 grands thèmes sous différents formats (lire p. 15).

Aux côtés de séances plénières, dans lesquelles interviendront des conférenciers de haut niveau (lire p. 14), pas moins d'une centaine d'ateliers, issus d'un appel à propositions ouvert, se dérouleront à Buenos Aires, Rosario, Córdoba et Montevideo. Des contributions en ligne assureront, par ailleurs, la participation la plus large possible, tant aux travaux du Forum lui-même qu'à l'élaboration de la Déclaration finale qui sera proclamée le 24 février 2006 (lire p. 13).

Pour Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et

humaines: « si les défis de la société mondiale débordent de loin les sciences sociales, sans celles-ci, il n'y a aucune chance de les relever. »

En effet, si les chercheurs et les décideurs-politiques posent des questions différentes, suivent des calendriers différents, sont évalués selon des critères différents, ils ne s'en rapportent pas moins à la même société: cette première société véritablement mondiale que l'histoire humaine ait connue et qui se trouve, aujourd'hui, confrontée à des défis majeurs. D'où la volonté des organisateurs du Forum d'assurer le succès d'un événement qui aille bien au-delà d'une manifestation ponctuelle.

« Mon principal souhait est que ce Forum puisse rassembler le meilleur des expériences positives en matière de lien entre politiques et sciences sociales et qu'il en sorte des engagements précis permettant d'approfondir ce lien au bénéfice de la société », déclarait ainsi Daniel Filmus, ministre argentin de l'Éducation, des Sciences et des Technologies – lui-même sociologue de formation –, dans un entretien publié dans la *Newsletter SHS* n°9.

Une volonté partagée par Jorge Brovetto, ministre de l'Éducation et de la Culture de la République orientale d'Uruguay, qui voit dans ce Forum l'occasion de « faire un pas qui nous rapproche de l'utopie d'une Amérique sans frontières et d'un monde sans antagonismes destructeurs, en impulsant d'autres formes de mondialisation basées sur le rapprochement des peuples et la diversité des cultures. » Rendez-vous est donc donné en Argentine et en Uruguay... ¶

* Le Comité de pilotage international est composé de représentants des gouvernements d'Argentine, d'Uruguay, d'Afrique du Sud, du Pérou et du Mali, ainsi que des organismes suivants : UNESCO ; UNDESA ; UNRISD ; UNU-CRIS ; OIT ; PNUD ; la Banque Mondiale ; FLACSO ; AICARDES ; AASSREC ; CODESRIA ; la Commission européenne ; la Fondation européenne de la science ; SAREC ; SSHRC ; ODI ; GASPP ; CISS.

La création d'un espace de dialogue international entre les décideurs politiques et les chercheurs en sciences sociales vous paraît-elle nécessaire, possible, urgente ?

Aleksandra Ålund, Professeur d'études ethniques, Université de Linköping, Suède

 « L'expérience acquise dans les réseaux thématiques MOST souligne la possibilité, la nécessité, l'urgence du dialogue entre décideurs et sciences sociales. Par exemple, le projet "Politiques multiculturelles et formes de citoyenneté dans les villes européennes", qui concernait les politiques multiculturelles visant à inclure les immigrés et les minorités ethniques dans les décisions au niveau local, a proposé un espace international de dialogue entre chercheurs, décideurs et associations citoyennes. Parmi les enseignements tirés : le dialogue reste insuffisant, et a fortiori l'utilisation politique de la recherche, surtout d'un point de vue transnational. »

70 pays représentés à travers 100 ateliers

Au total, parmi les intervenants annoncés par les organisateurs des ateliers, près de 70 pays seront représentés, à travers de nombreux ministres en fonction et chercheurs de renom :

Afrique du Sud ; Algérie ; Allemagne ; Arabie saoudite ; Argentine ; Autorité palestinienne ; Barbade ; Bahreïn ; Bénin ; Bolivie ; Brésil ; Bulgarie ; Burkina Faso ; Cameroun ; Canada ; Chili ; Chine ; Colombie ; Costa Rica ; Cuba ; Egypte ; Salvador ; Espagne ; États-Unis d'Amérique ; Fédération de Russie ; France ; Gambie ; Ghana ; Grèce ; Guatemala ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Inde ; Italie ; Jamaïque ; Japon ; Jordanie ; Kenya ; Lesotho ; Liban ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Mexique ; Mozambique ; Nicaragua ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pakistan ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République démocratique du Congo ; République Dominicaine ; Royaume-Uni ; République-Unie de Tanzanie ; Rwanda ; Sainte-Lucie ; Sénégal ; Sierra Leone ; Slovaquie ; Suède ; Suisse ; Thaïlande ; Uruguay ; Venezuela ; Zimbabwe...

Sémou Pathé Gueye, Professeur de philosophie, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

 « Rappeler que gouverner c'est prévoir, ce n'est pas subordonner les politiques aux savants. Plus le décideur fonde son action sur un savoir objectif, plus ses décisions et ses actions ont de chance d'être pertinentes. C'est là que réside la nécessité d'ouvrir un espace permanent de dialogue entre décideurs politiques et chercheurs en sciences sociales, dans le respect bien entendu de leurs fonctions et prérogatives respectives.

Aux hommes politiques, ce dialogue peut apporter les conditions d'une amélioration de l'efficacité de leur action. Mais les chercheurs en sciences sociales y gagnent aussi une plus grande utilité sociale, surtout lorsqu'ils acceptent d'orienter leurs recherches, qu'elles soient fondamentales ou appliquées, vers la résolution des problèmes à court, moyen et long termes qui se posent à leurs sociétés.

Un tel dialogue est possible, à condition que les partenaires se reconnaissent et se respectent. Il n'appartient pas aux décideurs politiques de décider ce qui vaut comme "science". Mais c'est de leur responsabilité de créer un environnement favorable à une activité de recherche qui développe la science en même temps que sa capacité de répondre aux besoins et aux attentes de la société. Quant aux chercheurs, sans prétendre à une illusoire "neutralité", mais sans davantage sacrifier la science à des impératifs partisans, ils doivent être en mesure de fournir aux décideurs des informations et des connaissances scientifiquement crédibles, utilisables hors considérations idéologiques ou politiques. »

Vers une Déclaration finale largement discutée

L'ambition de lancer une dynamique de recherche et d'action à travers le Forum est une ambition exigeante. Presque un défi, qui suppose que l'existence de la manifestation, son format et ses travaux définissent un ordre du jour qui soit pris en considération bien au-delà des seuls participants. Cette ambition exige aussi de faire de ce Forum un véritable tremplin. D'où la volonté de mettre en débat un projet de Déclaration finale en amont de l'événement.

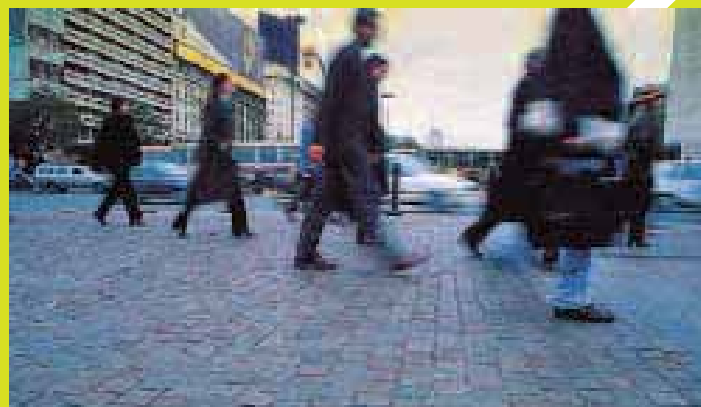
Parce qu'il ne s'agit ni d'un colloque scientifique, ni d'une conférence internationale, mais bel et bien d'un Forum qui a pour ambition de lancer une nouvelle dynamique de recherche et d'action entre acteurs des sciences sociales et décideurs politiques, le Comité de pilotage du Forum a souhaité que la manifestation se conclue, solennellement, par l'adoption d'une Déclaration.

Mais à dynamique nouvelle, nouvelle méthode d'élaboration. Ce n'est donc pas dans une salle à l'écart des ateliers et séances plénières que cette Déclaration sera élaborée. Les membres du Comité de pilotage ont en effet souhaité qu'un projet de texte énonçant, de manière concise, des préoccupations, un diagnostic, et un plan d'action consensuels soit largement débattu avant et pendant la rencontre de février 2006. Ce sont la promotion et la mise en œuvre de cette Déclaration qui assureront, en effet, la pérennité de la dynamique du Forum. Et comment porter un texte si l'on n'a eu ni le temps, ni l'occasion de se l'approprier, en le questionnant et en l'enrichissant ?

Un plan d'action en 7 points

Diffusé depuis le 21 novembre dernier, le projet de Déclaration arrêté par le Comité de pilotage a donc vocation à circuler largement et à recevoir commentaires, critiques et propositions de la part de toutes les parties intéressées. C'est en s'appuyant sur la synthèse des contributions reçues et sur les comptes-rendus des ateliers qui bénéficieront eux aussi d'une procédure innovante (avec la mise en place d'un dispositif expérimental de restitution quasiment en temps réel), que le Comité de pilotage adoptera à Buenos Aires le texte définitif et le présentera formellement lors de la séance plénière de clôture du 24 février.

Le projet de Déclaration commence par rappeler les préoccupations qui donnent son urgence à une approche nouvelle de l'interface entre sciences sociales et action publique. En un mot, ni les connaissances ni les capacités d'action ne sont à la hauteur des objectifs, notamment ceux du millénaire, sur lesquels la communauté internationale s'est engagée, alors même que les moyens requis sont disponibles. Ce constat conduit à une alerte et à un diagnostic : le problème est urgent, et les sciences sociales peuvent contribuer à le résoudre.



© D.R.

D'où la proposition d'un plan d'action en sept points pour penser autrement la mobilisation des sciences sociales au service des priorités de l'action publique :

1. création de nouveaux réseaux qui rassemblent décideurs, chercheurs et sociétés civiles autour des exigences urgentes du développement social mondial ;
2. accent privilégié, dans le cadre de ces réseaux, sur la coopération et l'échange d'informations, de résultats de recherche et de bonnes pratiques s'agissant de l'inscription de la pertinence politique dans la conception des projets de recherche ;
3. coopération pour améliorer et compléter les programmes existants de financement de la recherche internationale en sciences sociales ;
4. sensibilisation des décideurs aux recherches critiques et alternatives en sciences sociales ;
5. soutien particulier aux institutions de recherche des pays en développement, notamment en Afrique ;
6. mise en place d'un cadre administratif approprié, qui permette aux nouveaux réseaux de répondre à leur mission ;
7. appel à la mobilisation de toutes les agences compétentes des Nations unies, des gouvernements nationaux et de toute autre entité pertinente.

➡ POUR RÉAGIR AU PROJET DE DÉCLARATION

Le texte intégral est disponible en ligne, en anglais, en français et en espagnol, à l'adresse www.unesco.org/shs/ifsp/declaration. Cette page offre la possibilité de saisir directement une réaction de 500 mots maximum. Les lecteurs qui ne pourraient pas faire usage de ce dispositif sont invités à prendre contact avec la rédaction de la *Revue internationale des sciences sociales*, qui reproduit le projet dans son numéro de décembre 2005 et rendra compte du débat à son sujet dans ses prochaines livraisons. ¶

Contact : John Crowley, j.crowley@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 38 28

La création d'un espace de dialogue international entre les décideurs politiques et les chercheurs en sciences sociales vous paraît-elle nécessaire, possible, urgente ?

Vladimir Pavlovich Kultygin, Professeur de sociologie, Université d'État Lomonosov de Moscou, Fédération de Russie

« Des politiques sociales inadaptées sont à la racine de maux contemporains comme le terrorisme, la prolifération des armements et la dégradation environnementale. Précisément parce que les moyens existent de résoudre les problèmes de la faim, du dénuement, de l'ignorance et de la maladie, les laissés-pour-compte ne peuvent que se sentir humiliés. Le bien commun exige l'alliance des sciences sociales et de la politique. »

Ana Maria Romero-Lozada, ministre des Femmes et du Développement social, Gouvernement du Pérou

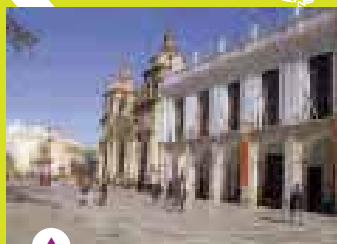
« Il est nécessaire et urgent qu'existe un espace international de dialogue entre décideurs et spécialistes de sciences sociales, et il importe donc que celui-ci soit possible. Comme ministre, je suis consciente du besoin de participation et de réactions de la part des universitaires et des experts en matière de questions sociales. Le suivi et l'évaluation des politiques sociales passent par leur regard indépendant et objectif. Sinon, on risque de concevoir et de mettre en œuvre des politiques hors sujet et inefficaces, parce que, par exemple, elles méconnaissent les logiques multidimensionnelles de la pauvreté. »

Les conférenciers pressentis pour les séances plénières

- **Mme Sonia Alvarez**, professeur, Département des Etudes politiques, Université de Californie, Santa Cruz, États-Unis d'Amérique ;
- **Mme Lourdes Arizpe**, professeur, Centre régional de recherches multidisciplinaires, Université nationale autonome de Mexico, Mexique; présidente du Conseil international des sciences sociales ;
- **M. Manuel Castells**, sociologue, Université de California, Berkeley, états-Unis ;
- **M. Juan Luis Cebrian**, journal *El País*, Espagne ;
- **M. Ha-Joon Chang**, directeur adjoint des Études sur le développement, Faculté d'économie de l'Université de Cambridge, Royaume-Uni ;
- **M. Bill Emmott**, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The Economist*, Royaume-Uni ;
- **Mme Evelyne Huber**, professeur de Sciences politiques, Université de Caroline du Nord, et directrice de l'Institut d'Etudes latinoaméricaines, États-Unis d'Amérique ;
- **M. Helio Jaguaribe**, sociologue, Institut d'Études politiques et sociales, Brésil ;
- **M. Alain Lipietz**, Député, Parlement Européen, France ;
- **M. Mahmood Mamdani**, directeur de l'Institut d'études africaines, Université de Columbia, États-Unis d'Amérique ;
- **M. Thandika Mkandawire**, Directeur de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social ;
- **M. José Nun**, Secrétaire d'Etat à la Culture, Argentine ;
- **Mme Nina Pacari Vega**, ancien ministre des Affaires étrangères, Équateur ;
- **M. Semou Pathé Gueye**, philosophe, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal ;
- **M. Ignacio Ramonet**, directeur du mensuel *Le Monde Diplomatique*, France ;
- **Mme Saskia Sassen**, professeur de sociologie, Université de Chicago, États-Unis d'Amérique ;
- **M. Jome Kwame Sundaram**, Sous-Secrétaire général pour le développement économique, Département des affaires économiques et sociales des Nations unies ;
- **M. Alain Touraine**, sociologue, École des Hautes Études en Sciences Sociales, France.

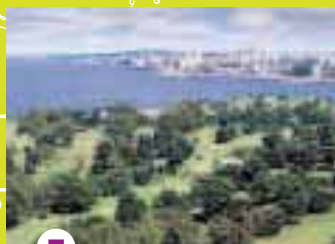
Anis Ahmad Dani, Conseiller pour les politiques sociales, Réseau développement durable, Banque mondiale

« Dans les pays en développement, le dialogue, particulièrement faible, entre chercheurs en sciences sociales et décideurs politiques repose pour l'essentiel sur des préconisations économiques extrapolées de connaissances à l'échelle mondiale. Il y a un besoin urgent, sur les questions sociales, de recherches de qualité qui soient pertinentes pour les défis du développement dans les pays concernés. Cependant, pour que de telles recherches influencent l'action publique, il importe que le dialogue inclue d'autres acteurs politiquement influents, comme les bailleurs de fonds, le secteur privé et les organisations de la société civile. »



CÓRDOBA

15 ateliers « Migrations »
Universidad de Córdoba,
Les 21, 22 et 23 février 2006.



MONTEVIDEO

6 ateliers « Intégrations régionales »
Edificio Mercosur, Cancellaria,
et Universidad de Montevideo,
Les 21, 22 et 23 février 2006



BUENOS AIRES

Séances plénières :
Téatro Alvear,
Les 20 et 24 février 2006.

27 Ateliers « Problèmes et dynamiques mondiaux » et 36 ateliers « Politiques sociales » :
Centro Cultural de la Cooperación,
Paseo La Plaza, Universidad del Museo Social Argentino, Bauen Hotel Cooperativo, Casana del Arte-Foro Gandhi et Liberarte-Bodegón Cultural,
21, 22 et 23 février 2006.



ROSARIO

14 ateliers « Politiques urbaines et décentralisation »
Universidad de Rosario,
Les 22 et 23 février 2006.



ARGENTINE

URUGUAY

S'informer sur le Forum

Afin de permettre à tous ceux qui le souhaitent d'accéder à toutes les informations sur le Forum, plusieurs outils ont été mis en place :

- le site officiel de l'IFSP publie tout ce qu'il faut savoir sur les contenus du Forum et les modalités pratiques pour participer à l'événement, en anglais, en espagnol et en français. Sur ce site, on peut également trouver les liens vers les sites web des différents partenaires ;
- la lettre d'information électronique trilingue, intitulée *Flash-Forum*, livre également les dernières informations disponibles chaque 1^{er} et 15 du mois. **Pour s'y abonner :** www.unesco.org/shs/ifsp/subscribe ;
- une plaquette de présentation générale de l'IFSP peut également être téléchargée sur le site du Forum afin d'être librement reproduite et diffusée.

Site de l'IFSP : www.unesco.org/shs/ifsp



Participer au Forum

Depuis le 28 novembre 2005, les inscriptions au Forum sont ouvertes sur le site de l'IFSP, à partir duquel on peut remplir et envoyer directement le formulaire d'inscription, ou imprimer ce dernier afin de le remplir et de le retourner par fax au :
+ 54 11 4792 4400.

Si l'événement est totalement gratuit pour les étudiants et les journalistes, l'inscription est payante pour les autres participants selon un tarif qui varie suivant que l'on s'inscrit à titre individuel ou en groupe.

Inscription individuelle :

- Représentant d'un gouvernement ou d'une organisation internationale : _____ US-\$ 150
- Chercheurs et particuliers : _____ US-\$ 50

Pour un groupe (15 personnes maximum) :

- Organisations et institutions internationales, régionales et locales: _____ US-\$ 750
- ONG et associations: _____ US-\$ 150

Sur le site de l'IFSP, il est également possible, pour celles et ceux qui ne pourraient se rendre en Argentine ou en Uruguay, de faire part de leurs contributions, questions, réactions ou propositions sur les différents thèmes abordés, afin qu'elles soient relayées auprès des participants au Forum.

La date limite pour les inscriptions et les contributions est fixée au 30 janvier 2006.

Politiques urbaines et « droit à la ville » : bientôt un réseau international de recherche

À l'initiative de l'UNESCO et d'ONU-HABITAT, un groupe de travail s'est réuni, pour la première fois, à Paris, en septembre 2005, afin d'étudier les modalités du lancement d'un réseau international de recherche. L'objectif : encourager le développement des politiques publiques qui articulent développement urbain et justice sociale.

L'accélération de l'urbanisation est un fait bien connu : si, aujourd'hui, la moitié de la population mondiale vit dans des régions urbaines, on estime que ce taux s'élèvera aux deux tiers de la population d'ici 2050.

Ce phénomène touche particulièrement les pays en développement, où le rythme de l'urbanisation est plus rapide. Même si l'expansion des villes est un moteur potentiel de développement économique et social, ce

mouvement s'accompagne aussi d'une véritable urbanisation de la pauvreté et d'une montée des inégalités entre ceux qui choisissent la ville et ceux qui la subissent.

C'est dans ce contexte que l'UNESCO et ONU-HABITAT ont décidé, en étroite coopération avec le Conseil International des Sciences Sociales (CISS), de mettre en place un réseau international chargé de travailler sur les questions de politiques urbaines et le concept du « droit à la ville ». Ce concept – forgé par le français Henri Lefebvre en 1968, et qui retient aujourd'hui l'attention d'un nombre croissant de chercheurs – est fondé sur l'idée qu'il faut renforcer l'appropriation de l'espace urbain par ses habitants et leur participation aux processus de décision.

Pour la première fois, un groupe de travail s'est réuni, du 15 au 16 septembre 2005, au Siège de l'UNESCO avec, pour objectif, d'examiner quelles devraient être la structure, les priorités et les modalités de fonction-

nement de ce nouveau réseau. Réunissant de nombreux experts et représentants des institutions partenaires, le groupe de travail a examiné des exemples existants d'initiatives visant à inclure la notion des droits dans les politiques urbaines, comme, par exemple, les statuts de la ville de Brasilia (Brésil), la Charte européenne des droits de l'homme dans la ville, ou encore la Coalition internationale des villes contre le racisme, récemment lancé par le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (voir p. 21).

Encourager le développement des politiques publiques qui articulent développement urbain et justice sociale : telle devrait être la ligne force des recommandations que ce groupe de travail soumettra au Forum Mondial Urbain qui se tiendra à Vancouver (Canada) en juin 2006. ¶

Pour en savoir plus, merci de contacter : **Brigitte Colin**
b.colin@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 37 54
www.unesco.org/shs/urban

À LIRE

« La durabilité sociale des quartiers historiques » : Beijing, Barcelone, Karachi, Lahore, Malaga, Moscou, Quito et Séoul étudiés

Le n°56 de la collection *Établissements humains et environnement socioculturel*, publié par le Secteur des sciences sociales et humaines, restitue les actes de la réunion d'experts organisée par l'UNESCO, lors du 2^e Forum urbain mondial de l'ONU-HABITAT, qui s'est tenu, en septembre 2004, à Barcelone (Espagne). En plus des interventions des différents

conférenciers invités, cet ouvrage bilingue (anglais/espagnol) offre l'occasion de découvrir les études de cas présentées, à cette occasion, sur les expériences conduites à Beijing, Barcelone, Karachi, Lahore, Malaga, Moscou, Quito et Séoul. Cette table-ronde avait débouché sur la création du Réseau de recherche régional de l'Europe centrale sur ce sujet, dirigé par le Dr György Enyedi, associé au réseau REHABIMED de la Communauté Européenne. Elle est également à l'origine de la recherche sur les



meilleures pratiques, lancée par l'ONU-HABITAT et l'UNESCO, dont les résultats seront publiés en 2006, ainsi qu'à la préparation d'un concours international d'étudiants, coordonné par l'Université de Carleton d'Ottawa (Canada), dont les résultats seront présentés, sous la forme d'une exposition, à l'occasion du 3^e Forum urbain mondial de Vancouver. ¶

« Recherche et politiques publiques sur la migration et les relations ethniques » à la Une du *Journal international des sociétés multiculturelles*

Alors que de nombreux pays s'interrogent sur les conséquences des politiques d'immigration conduites par le passé, le dernier numéro du *Journal international des sociétés multiculturelles (IJMS)* offre un éclairage particulier sur l'actualité, en livrant plusieurs études de cas. « Quel a été le lien entre la recherche

académique et la mise en œuvre de politiques publiques sur le terrain de la migration et des relations ethniques ? » Tel est, en effet, le sujet développé dans le Volume 7 de l'IJMS, revue en ligne, publiée par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'UNESCO. Au sommaire : l'éditorial de Matthias Koenig, Rédacteur en Chef ; un article sur « le cas de l'immigration en Belgique » par Eric Florence et Marco Martiniello, chercheurs à l'Université de Liège (Belgique) et coordinateurs de ce numéro ; une contri-

bution de Biao Xiang et Shen Tan sur « les relations entre la recherche sur la migration et la politique en Chine depuis les années 80 » ; « Le cas de l'immigration d'après-guerre et les politiques d'intégration au Pays-Bas » par Rinus Penninx ; et un article de Mohamed Charef sur le thème « Les migrations, un fait de société majeur, mais un champ de recherche encore marginal au Maroc ». ¶

Pour lire le Volume 7 de l'IJMS :
www.unesco.org/shs/ijms/vol7/issue1

« Migrations sans frontières » : l'UNESCO débat du droit à la mobilité

Parce que les droits humains n'ont pas de frontières et que la migration des populations est un des grands défis du monde actuel, le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO a lancé un projet d'évaluation des enjeux éthiques, économiques et sociaux de l'ouverture des frontières

L'immigration clandestine a fait les grands titres de la presse internationale lors des incidents aux postes frontières de Ceuta et Melilla.

Les tentatives de passage en force de cette frontière soulignent à la fois la détresse humaine des migrants, prêts à risquer leur vie pour entrer sur le territoire européen, et l'impasse politique que représentent de telles situations : que faire, en effet, lorsque même les clôtures et les fils de fer barbelé ne parviennent pas à barrer la route aux migrants ?

En termes de droits de l'homme, ces incidents démontrent la vulnérabilité des migrants en situation irrégulière et la nécessité de protéger leurs droits fondamentaux. La Convention des Nations unies sur les droits des migrants, entrée en vigueur en 2003, mais ratifiée par seulement 33 États, joue là un rôle crucial.

Convaincu que les droits de l'homme doivent être au cœur des politiques sur les migrations internationales, l'UNESCO est depuis plusieurs années engagé dans la campagne en faveur de la ratification de ce traité, qui fournit un cadre de référence essentiel pour l'élaboration des réponses à des événements comme ceux de Ceuta et Melilla.

Dans son récent rapport au Secrétaire général des Nations unies, la Commission mondiale sur les migrations internationales a souligné que la communauté internationale ne peut aborder la question des flux migratoires sous un angle uniquement répressif. Il est essentiel d'envisager une approche globale de ce phénomène, qui tienne compte à la fois du besoin de main d'œuvre immigrée dans beaucoup de pays et du rôle joué par les immigrés dans le développement : chacun devrait migrer de son propre choix et non sous la contrainte.



Que cela soit entre le Mali et la Côte d'Ivoire, ou à la frontière du Mexique et des États-Unis d'Amérique (en bas à gauche), partout dans le monde la pauvreté pousse à chercher du travail dans les pays voisins.

Des enjeux éthiques, économiques et sociaux

Dans cette perspective, l'UNESCO est en train d'élaborer le scénario « Migrations sans Frontières », qui évalue les enjeux éthiques, économiques et sociaux de la libéralisation du mouvement des personnes, et qui fera l'objet d'un livre en 2006. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme affirme que « toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien » (article 13.2) : mais quelle est la signification de ce droit en l'absence de son corollaire, le droit d'entrer dans un autre pays que le sien ? À l'ère de la mondialisation, les capitaux, les informations, les biens et les services circulent de plus en plus librement à travers la planète : pourquoi exclure les êtres humains de cette liberté de mouvement ?

Peut-on aujourd'hui envisager une ouverture des frontières et la possibilité pour chaque être humain de circuler librement ? Cette expérience a été tentée au sein de l'Union européenne, sans difficultés majeures. Si elle est sans doute encore prématurée au niveau mondial, il n'en demeure pas moins nécessaire de dépasser le scepticisme qu'inspire souvent ce scénario, de débattre sans tabou d'un véritable droit à la mobilité, et de ne pas oublier que les utopies d'aujourd'hui seront peut-être les réalités de demain. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Antoine Pécoud, a.pecoud@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 43 31
www.unesco.org/migration

➡ L'UNESCO est membre du Comité directeur de la campagne pour la ratification de la Convention sur les droits des migrants et travaille avec des ONG actives dans le domaine, comme « December 18 ». L'UNESCO participe également à la préparation du « Dialogue de haut niveau sur la migration internationale et le développement » de l'Assemblée générale des Nations unies en 2006.



À l'occasion du 60^e anniversaire de l'UNESCO, la *Newsletter SHS* vous donne rendez-vous tous les trois mois pour un cahier spécial consacré à l'action des Nations unies en faveur des sciences sociales et humaines. Parce que mémoire et projet sont intimement liés, après le retour opéré dans la précédente édition sur « 60 ans de sciences sociales et humaines au sein de l'Organisation », c'est vers l'avenir que nous vous proposons de regarder en faisant le point d'une année de débats organisés à l'initiative de la Section de la Philosophie du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS).

Quelle UNESCO

Parfois les calendriers se croisent et les initiatives prennent davantage de sens. Ainsi en est-il du débat engagé par le Secteur des sociales et humaines (SHS) dans le but d'identifier les thèmes-clés des orientations futures de l'UNESCO, auquel philosophes, décideurs, universitaires et experts de tous horizons sont invités à contribuer, depuis un peu plus d'un an.

Lancé le 18 novembre 2004, à l'occasion de la 3^e Journée de la Philosophie, le Forum « Quelle UNESCO pour l'avenir? » fêtait, en effet, son premier anniversaire en novembre dernier, au moment précis où l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture célébrait ses 60 ans.

Dans cette période propice à la réflexion – et alors même que l'Organisation va bientôt se lancer dans son prochain grand cycle programmatique de six ans (Stratégie à moyen terme pour 2008-2013) –, la question posée par la Section de la philosophie apparaît d'une particulière acuité.

Construire, c'est en effet d'abord préparer le terrain. Et même si une grande partie de l'histoire de l'UNESCO se confond avec le mouvement des idées du 20^{ème} siècle, cette dernière ne saurait enraciner son action dans l'avenir sans prendre toute la mesure des nouveaux domaines de la connaissance et des formes inédites de coopération intellectuelle qui émergent dans toutes les sociétés. Et ce d'autant que les rapports entre les différents domaines de compétence de l'Organisation – l'éducation, la culture, les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, la culture, et la communication et l'information – ont eux aussi subi, au cours des deux dernières décennies, des transformations radicales.

Comment penser ces transformations de façon féconde, afin que la réflexion puisse se traduire dans des perspectives d'action ? Qu'en est-il des obstacles à l'action de l'UNESCO ? Comment mieux les identifier pour mieux les surmonter ? Les messages, les arguments, et les convictions d'aujourd'hui suffisent-ils à affronter les interrogations qui pointent, surtout au sein de la jeunesse ? Est-il possible de dépasser la division actuelle des domaines de compétences pour inventer d'autres articulations et, par voie de conséquence, d'autres formes d'unité de propos que celle qu'incarne le sigle même de l'Organisation : UNESCO ?

Une question de vision

C'est à toutes ces questions – et à bien d'autres encore – que les débats organisés dans le cadre du Forum « Quelle UNESCO pour l'avenir? » tentent d'apporter des réponses en n'hésitant pas à faire circuler des idées nouvelles.

S'inscrivant pleinement dans son rôle de « stimulateur de la pensée », le Secteur des sciences humaines et sociales (SHS) convie ainsi hommes et femmes à stimuler la réflexion commune par l'exercice d'une pensée hors des sentiers battus. À commencer par les membres des Délégations permanentes, des Commissions nationales, du Secrétariat, ainsi que l'ensemble des partenaires de l'UNESCO, désireux de s'engager dans la construction de nouvelles pistes de travail et d'action collectives.

Les premiers débats ont déjà réuni d'éminentes personnalités, parmi lesquelles Souleymane Bachir Diagne, Fatma Haddad-Chamakh, Edgar Morin et Hisashi Owada (18 novembre 2004), Jacques Attali et Randolph

Élimination de la pauvreté : un programme intersectoriel

Un dossier présentant le programme de l'Organisation en faveur de l'élimination de la pauvreté, et en particulier de l'extrême pauvreté, a été édité, en octobre dernier, à l'occasion de la semaine consacrée à ce sujet, dans le cadre des célébrations de l'anniversaire de l'UNESCO.

Coordonné par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), ce programme intersectoriel, lancé en 2001, se traduit par des actions de terrain et des projets de recherche. Ainsi, en 2002-2003, 22 projets

ont été retenus, et 20 autres en 2004-2005, dont 17 projets pilotes et 3 projets de recherche conceptuelle. Mis en œuvre sur tous les continents, ce programme tente de faire prendre conscience qu'être libéré de la pauvreté est un droit humain fondamental, un impératif éthique, et la première des priorités de la communauté internationale. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Chifa Tekaya**,
c.tekaya@unesco.org,
Tél : +33 (0)1 45 68 47 20
www.unesco.org/shs/poverty

pour l'avenir ?

Kent (18 mai 2005), ainsi que Boutros Boutros-Ghali, Robert Badinter et Ghassan Salamé (14 juin 2005). Un quatrième débat a eu lieu le 15 septembre 2005 avec Ping Huang, Albert Jacquard et Achille Mbembe, et le mois de novembre 2005 fut l'occasion de décentraliser le Forum Hors-Siège, en prolongeant l'échange au Chili (lire p. 6) et en République de Corée.

Partout, il s'agit de répondre à la question « Quelle UNESCO pour l'avenir ? » et non de réfléchir à « Quel avenir pour l'UNESCO ? ». Si les mots ont un sens, leur ordre n'est en effet jamais anodin. Et si la question de « l'avenir de l'UNESCO » relève de la stratégie, celle de « l'UNESCO pour l'avenir » invite à proposer une vision.

Pas de « prêt-à-penser »

Quels sont aujourd'hui le rôle et la mission de l'institution dans un monde en mutation ? C'est à la construction d'une réponse à la hauteur des défis planétaires que le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) entend contribuer en favorisant une réflexion loin du « prêt-à-penser ». Réflexion que la Section de la philosophie et des sciences humaines restitue en publiant, sur son site web, l'intégralité des interventions des orateurs invités à débattre, et en préparant, pour la fin 2006, un ouvrage rassemblant les idées les plus fructueuses et les innovations les plus audacieuses de cette ambitieuse contribution à une UNESCO renouvelée. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Marina Faetanini, m.faetanini@unesco.org,
www.unesco.org/shs/philosophy

60 semaines pour 60 ans : les rendez-vous de SHS

Comme nous l'annonçons dans la *Newsletter SHS* n°10, plutôt que de souffler ses 60 bougies à l'occasion d'un événement unique, l'UNESCO a choisi de les laisser briller pendant 60 semaines. Depuis le mois de septembre 2005, et jusqu'au mois de novembre 2006, l'occasion est ainsi offerte aux États membres, aux personnels, aux partenaires, et au grand public de mieux connaître les programmes mis en œuvre par l'Organisation. S'agissant de celui des sciences sociales et humaines, sur les 14 fois où il sera mis à l'honneur durant la célébration de l'anniversaire de l'UNESCO, le mois de décembre 2005 et l'année 2006 fourniront encore 9 occasions de découvrir l'action conduite par SHS dans les domaines suivants :

Du 5 au 10/12/05 :

droits de l'homme

Du 12 au 17/12/05 :

technologies de l'information

Du 9 au 14/01/06 :

gestion des transformations sociales

Du 23/03 au 1^{er}/04/06 :

anticipation et prospective

Du 8 au 13/05/06 :

lutter contre le racisme

Du 10 au 15/07/06 :

éthique des sciences

Du 7 au 12/08/06 :

savoirs traditionnels

Du 28/08 au 2/09/06 :

villes et habitats humains

Du 4 au 9/09/06 :

bioéthique

Les comptes-rendus des présentations du programme déjà effectuées dans le cadre de ces semaines (« sécurité humaine » ; « éducation à la citoyenneté » ; « prévention des catastrophes naturelles » ; « lutte contre la pauvreté » et « concepts fondateurs de l'UNESCO ») sont disponibles sur le site web de l'UNESCO : www.unesco.org

Inscrite dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, **la promotion des droits de l'homme est l'une des missions principales du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS)** de l'Organisation. Dans le cadre de la réforme des Nations unies, qui place les droits humains au cœur de tous ses programmes, SHS s'emploie à encourager et à diffuser la recherche en matière de droits humains ; à assurer la promotion de l'éducation à ces droits ; à conduire des actions en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'échelon régional, national et international ; à stimuler la coopération avec l'ensemble des acteurs et des réseaux ; à promouvoir la démocratie et à faire avancer la réflexion sur les nouvelles formes de violence en mettant notamment en place des plans régionaux en faveur de la sécurité humaine.

Les enfants-soldats du Libéria à la conquête de leur dignité

Dans le cadre de son programme « Enfants en détresse », l'UNESCO lance un projet favorisant la réinsertion des enfants-soldats du Libéria à travers la pratique sportive.

Eric G., 17 ans, ex-combattant dans la guerre civile au Libéria, raconte qu'il a rejoint les forces rebelles pour venger sa mère et sa sœur, violées par des soldats de l'armée du gouvernement. Patrick F., 12 ans et demi, se souvient, lui, qu'on le surnommait « Celui qui rit en tuant ». Quant à Jimmy D., 16 ans, il n'oubliera sans doute jamais avoir vu les forces rebelles, aux côtés desquelles il combattait, torturer à mort des enfants de son âge, en leur coupant différentes parties du corps.

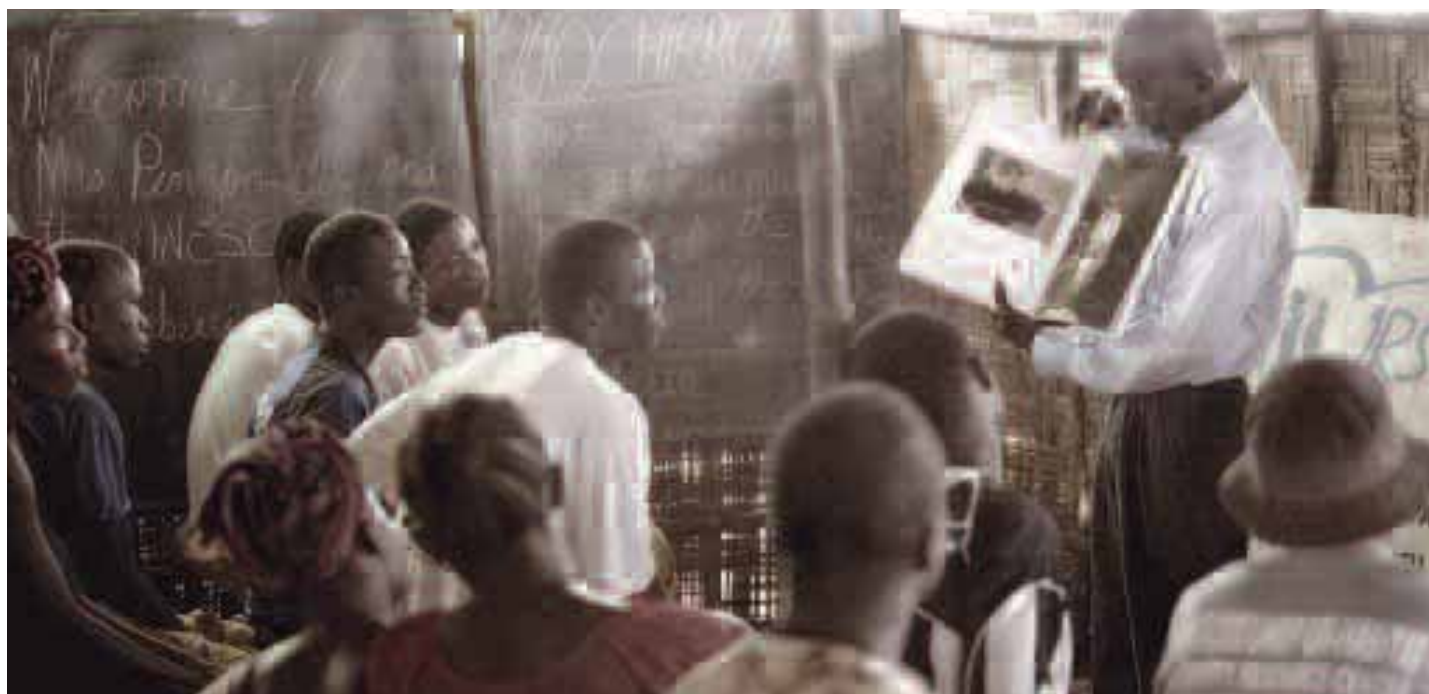
Ces témoignages, recueillis par l'ONG « Human Rights Watch », illustrent la terrible réalité vécue par des milliers d'enfants, filles et garçons, pendant la guerre civile au Libéria (1989-1997 et 2000-2003). Sur les 101.873 combattants ayant déposé les armes lors du récent processus de désarmement, 12.062 – soit un peu plus de 10 % –

avaient en effet moins de 18 ans. Ils font partie des 300.000 enfants-soldats – ou, selon la terminologie retenue par l'ONU, des « enfants associés avec des forces combattantes » – recensés à travers le monde. Derrière ces récits se cachent des destins d'enfances brisés. Des âmes porteuses du futur, qu'il s'agit de récupérer et de reconstruire, si on veut espérer rebâtir la société et consolider la paix au Libéria et au-delà de ses frontières.

Le sport : un outil privilégié

Depuis la fin du conflit, des efforts importants sont déployés sur le terrain par de nombreuses organisations internationales qui tentent d'aider ces enfants à se réinsérer, à travers des structures d'accueil et des programmes d'éducation et de formation individuelle et communautaire. Mais le défi est de taille. Les traumatismes qui touchent toute une génération, ne sauraient, en effet, être soulagés sans un effort supplémentaire, mettant l'accent sur la reconstruction psychologique et identitaire de chaque enfant.

C'est dans ce contexte que l'UNESCO, à travers son programme





© Vincent Ohi

« Enfants en détresse », a décidé d'intervenir pour soutenir les enfants victimes de la guerre au Libéria. Pour cela, elle s'appuie sur l'expertise de l'association « Sport Sans Frontières » (SSF), qui a déjà mené avec succès plusieurs programmes de réinsertion dans d'autres zones en situations de post-conflit. L'approche de SSF repose sur l'idée que le sport constitue un outil privilégié permettant aux enfants traumatisés par la guerre de reprendre confiance en eux, tout en favorisant leur retour vers des dispositifs d'éducation et de formation.

1 million de dollars prévu

Afin de renforcer l'action de cette association, le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) qui coordonne le programme « Enfants en détresse » de l'UNESCO, a également décidé d'accorder une aide à l'ONG locale « Women and Children Rehabilitation Resource Center » (WOCHIRRC) qui, en étroite coopération avec SSF, va mettre en place des activités d'éducation sportive. Parallèlement, un accord de coopération entre l'UNESCO, SSF et le gouvernement libérien, permettra à de jeunes gens, parfois eux-mêmes anciens combattants, de suivre une formation d'éducateurs spécialisés dans la réinsertion par le sport.

Dans cette phase pilote, l'association SSF et le WOCHIRRC recevront 200.000 dollars pour les actions menées pendant la période 2005-2006. Au total, 1 million de dollars est prévu pour ce projet d'aide aux enfant soldats, qui au-delà de sa première étape en Afrique, devrait aussi bénéficier aux enfants d'autres régions, pour qu'un jour, peut-être, des enfants comme Patrick F. rient en jouant... ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Françoise Pinzon-Gil, f.pinzon-gil@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 44 26

« Aujourd'hui, nous sommes délaissés et rejetés par la société, mais nous ne sommes pas la vraie cause du conflit, nous avons été manipulés par des personnes méchantes (...). Nous sommes devenus ce que nous sommes aujourd'hui à cause des décisions prises par certains de nos propres compatriotes qui se sont fait passer pour des politiciens et des libérateurs. »

Student Macolmson
Coordinateur des Ex-combattants
(debout sur la photographie)



➔ CARNETS DE VOYAGES

Parallèlement à l'action de terrain menée par l'UNESCO au Libéria, l'Organisation soutient la démarche du photographe français Vincent Ohi, qui, dans le cadre de la série « Carnet de voyages », réalise des recueils de photos, notamment sur les enfants-soldats au Libéria, dont les bénéfices seront reversés au Programme pour l'éducation des enfants en détresse. ¶

➔ « ENFANTS EN DÉTRESSE » :

UN PROGRAMME FINANCÉ PAR LES DONATIONS PRIVÉES

Doté d'un compte spécial, le Programme pour l'éducation des enfants en détresse, présidée par l'Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, Mme Ute-Henriette Ohoven, est un programme exclusivement financé par des donations du secteur privé, dont l'UNESCO assure le fonctionnement et la coordination. Conçu de manière à recevoir, analyser et évaluer des propositions de projets émanant du large réseau de l'UNESCO, il mobilise les fonds et les partenaires pour soutenir les meilleures propositions. Dans des cas d'urgence (tremblements de terre, inondations...), ce programme peut intervenir en quelques jours. Pour mener à bien chaque année de 20 à 50 projets, qui seront ensuite mis en œuvre par des ONG locales sur des périodes allant de 6 mois à 3 ans, 2 millions de dollars doivent être collectés par an. ¶

Coalition des villes contre le racisme: de plus en plus de villes s'engagent

Alors que le 21 mars prochain sera l'occasion de célébrer une nouvelle Journée mondiale contre le racisme, de plus en plus de villes répondent à l'appel de l'UNESCO pour faire de la lutte contre les discriminations raciales un combat quotidien.

Ainsi, le mois d'octobre 2005 fut l'occasion de confirmer l'engagement des villes de Bangkok, Chang Mai (Thaïlande), Matale (Sri Lanka), Sakai (Japon), Suva (Fidji), Vientiane (Lao) et Wellington (Nouvelle-Zélande). Leurs représentants ont en effet participé à la réunion d'experts sur « la définition d'un plan d'action en 10 points pour une société urbaine inclusive dans l'Asie et le Pacifique » organisée, du 27 au 29 octobre

dernier, sous l'égide de l'Administration métropolitaine de Bangkok.

Une semaine auparavant, des élus locaux, des chercheurs et des représentants d'ONG du Canada, d'Australie et de Suède s'étaient, quant à eux, réunis à Toronto (Canada) pour partager expériences et idées sur les outils à développer pour évaluer l'action municipale contre le racisme, à l'occasion d'un atelier organisé par la Commission canadienne pour l'UNESCO, l'Association des collectivités territoriales du Queensland (Australie), et le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO. ¶

Jun Morohashi, j.morohashi@unesco.org

13^e Journée mondiale contre le Sida : Stop les discriminations !

« Stop Sida : Tenir ses promesses. » C'est sur ce thème, réaffirmant leur engagement dans le combat contre la pandémie, que les Nations unies ont placé la 13^e Journée mondiale contre le Sida. L'occasion de faire le point sur l'Initiative contre les discriminations, menée, depuis 6 ans, par l'UNESCO et l'ONUSIDA, en étroite collaboration avec des nombreuses organisations de jeunesse.

« Le Sida a tout à voir avec les droits de l'homme », soulignait récemment Mary Robinson, ancien Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. On pourrait ajouter que le Sida a aussi tout à voir avec la jeunesse. Aujourd'hui, plus de 10 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans sont en effet porteuses du virus VIH, et la moitié des nouvelles infections concerne cette tranche d'âges.

Parce que les jeunes sont particulièrement vulnérables, mais également parce qu'ils sont les mieux placés pour changer le cours de la pandémie, c'est à la fois pour eux – et surtout, avec eux – que l'UNESCO et le Programme commun des Nations unies sur le VIH / Sida (ONUSIDA) développent, depuis 1999, un programme spécifique, dont l'objectif est de lutter contre la peur et l'ignorance.

La stigmatisation, la discrimination, en d'autres mots : la violation des droits fondamentaux des personnes atteintes par le virus VIH et le Sida sont, en effet, non seulement intolérables, mais ces comportements sont également susceptibles de réduire à néant tous les efforts entrepris pour stopper la pandémie et réagir à ses conséquences destructives.

Depuis six ans, dans le cadre de l'« Initiative des jeunes contre les stigmates et la discrimination liées au VIH/Sida », l'UNESCO et l'ONUSIDA multiplient les actions sur le terrain afin de favoriser la participation de jeunes gens du monde entier dans l'élaboration, la mise en œuvre, et la promotion de programmes de formation aux droits de l'homme.

6 projets dans 5 pays

Ainsi, en 2001, en partenariat avec la Fédération internationale des étudiants en médecine, un kit spécial a été élaboré, et, en 2002-2003, plus de 200 jeunes, venant de 40 pays, ont participé à des séminaires de formations organisés en Afrique (Afrique du Sud et Cameroun), en Asie (Indonésie), ou encore dans la région arabe (Liban).

Dans le prolongement de ces séminaires, et toujours en étroite collaboration avec des mouvements de jeunesse, l'UNESCO et l'ONUSIDA soutiennent, depuis 2003, des projets de jeunes permettant de lutter contre la discrimination et l'intolérance liées au Sida au sein de leur communauté. Cinq pays sont ainsi actuellement concernés par la mise en œuvre de six projets : le Bangladesh, le Malawi, le Mozambique, le Sri Lanka et la Zambie.

Depuis 2004 et durant l'année qui vient de s'écouler, l'« Initiative des jeunes contre les stigmates et la discrimination liées au VIH / Sida » s'est étendue à la région de Moscou et à l'Amérique du Sud, où, grâce à un partenariat avec le Conseil latinoaméricain et des Caraïbes des ONG engagées dans la lutte contre le VIH / SIDA (LACASSO), une réunion des représentants des organisations de jeunesse de toute la région s'est tenue au Venezuela, avant qu'un atelier « VIH/Sida et droits de l'homme » soit organisé au Pérou en février 2005.

Autant d'initiatives qui signent un premier bilan de l'action conjointe de l'UNESCO, de l'ONUSIDA, et des mouvements de jeunesse, que l'on peut retrouver dans une brochure invitant à multiplier les projets, disponible depuis le 1^{er} décembre 2005 sur le site web du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO :

www.unesco.org/shs ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter:

Aylin Taftali, a.taftali@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 45 31



Une brochure et un autocollant appelant à lutter contre les discriminations sont disponibles en anglais et en français.

« Le monde reste confronté à une recrudescence des manifestations d'intolérance et d'exclusion qui se nourrissent de la précarité économique, de l'exclusion sociale, de nationalismes agressifs et des pandémies. (...) Il nous faut œuvrer en faveur d'une culture de la tolérance mutuelle, active et combative, afin de prévenir de nouvelles tragédies. Il y va aussi de notre aspiration à vivre ensemble dans la concorde dans un monde plus ouvert et plus juste. »

Koïchiro Matsuura,
Directeur général de l'UNESCO,
10^e Journée internationale de la tolérance,
16 novembre 2005

Partager les connaissances pour réduire les inégalités

Exhortant les gouvernements à ouvrir la voie à une forme « intelligente » de développement humain et durable, le 1^{er} Rapport mondial de l'UNESCO plaide en faveur du partage des savoirs qui ne peuvent être considérés comme de simples marchandises.

Premier d'une série de Rapports mondiaux, le Rapport « Vers les sociétés du savoir », a été présenté, par le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, entouré de deux anciens Secrétaires généraux des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali et Javier Perez de Cuellar, à la veille du Sommet mondial sur la société de l'information de l'ONU qui se tenait à Tunis du 16 au 18 novembre 2005.

Élaboré par une équipe internationale d'experts et d'intellectuels, coordonnée par la Division de la Prospective du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'UNESCO, ce rapport de plus de 200 pages appelle à dépasser la société de l'information, pour instaurer les sociétés du savoir qui « prennent en compte des dimensions sociales, éthiques et politiques plus larges. »

« Le savoir ne peut être considéré comme une simple marchandise », a ainsi insisté le Directeur général de l'UNESCO, lors de la conférence de presse de présentation du rapport. Soulignant que le « savoir se nourrit du savoir » et qu'un « déficit de connaissance accentue encore la difficulté à le combler », il a plaidé en faveur d'un « savoir partagé », permettant de « réduire considérablement la pauvreté absolue » et de « préserver les chances dans la compétition économique future », en évitant notamment une « fuite de cerveaux. »

« Des politiques résolues s'imposent, non seulement dans les pays du Sud, mais aussi dans ceux du Nord où la fracture numérique



tend à fragiliser les populations », a-t-il poursuivi, tandis que M. Perez de Cuellar, répondant à un journaliste sceptique sur la capacité des pays à mettre en œuvre les recommandations de ce rapport, rappelait qu'au sein des Nations unies « ce sont toujours les pays membres qui ont la responsabilité de mettre en œuvre ce qu'ils ont voté. »

Soulignant l'importance de ce rapport qui place clairement « l'éducation au rang des priorités internationales », l'ancien Secrétaire général de l'ONU a ainsi exhorté les responsables politiques à « relever le défi de la troisième révolution industrielle, celle des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui constituent des chances nouvelles d'un développement durable. »

Considérant que « l'accès à l'éducation a un coût », M. Boutros-Ghali a estimé, pour sa part, que « c'est aussi le plus puissant antidote aux fondamentalismes politiques et religieux des foules assommées par la misère et abruties par l'ignorance. » Selon lui, « à travers ce rapport, l'UNESCO nous livre des pistes pour la réflexion et pour l'action (...) et nous offre l'occasion de donner enfin tout son sens à la coopération. »

Le prochain Rapport mondial, à paraître en 2007, sera consacré à la diversité culturelle. ¶

Le Rapport mondial *Vers les sociétés du savoir* est disponible sous format électronique en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sur le site www.unesco.org/shs

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Jérôme Bindé**, j.binde@unesco.org

Le VIH / Sida vu par les sciences sociales
Revue internationale des sciences sociales, n° 186, décembre 2005. UNESCO / Erès, 20 €.

Les virus aussi sont des phénomènes sociaux. Ce n'est ni une plaisanterie, ni un paradoxe, mais le reflet du rapport à la maladie comme dimension constitutive de la condition humaine. Le VIH / Sida, en raison de la lourde charge symbolique de ses modes de transmission, souligne de manière particulièrement forte que l'épidémiologie est par essence une science du social. Le dossier de la RISS traite la question sous trois angles principaux :

- les croyances, les attitudes et les comportements qui orientent,

favorisent ou freinent l'épidémie ;

- les enjeux politiques, éthiques et économiques de la prévention et du traitement ;
- les dispositifs d'action publique et le rôle que doivent y jouer les droits humains des séropositifs et des malades.

Les pays couverts par les études de cas vont du Vietnam à l'Albanie et de la Chine à l'Angola.

Rectificatif

Contrairement aux annonces précédentes, c'est le n° 184 de la RISS (juin 2005) qui s'intitule « Faire le point. Le pouvoir des femmes dix ans après Beijing » et le n° 185 (septembre 2005) qui porte sur « La moralisation du capitalisme ».

La pauvreté, une question de droits humains ?

UNESCO, Programme Pauvreté et Droits humains, Paris, 2005, 338 p.

Les actes du Séminaire international et des conférences publiques, organisés à la Maison de l'UNESCO, à Paris, les 18 et 19 octobre 2004, sur le thème « La pauvreté, une question de droits humains ? » viennent d'être publiés, en français et en anglais. Organisé par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) qui coordonne le programme intersectoriel de l'UNESCO contre la

pauvreté (lire page 19), ces deux journées ont été l'occasion d'entendre, sur ce sujet, les points de vue des universitaires, des chercheurs, de nombreux représentants d'agences de coopération bilatérale et des Nations unies, ainsi que ceux du philosophe Thomas Pogge et de Arjun Sengupta, expert auprès du Haut Commissariat aux droits de l'homme.



DÉCEMBRE

1^{er} décembre : Journée mondiale du Sida. Mexico, Mexique. (a.saada@unesco.org)

5 décembre : Première réunion du groupe de travail juridique de GEO. Paris, France. (h.tenhave@unesco.org)

6 décembre : 60 minutes pour convaincre: Le rôle de l'UNESCO dans la construction d'une culture universelle des droits de l'homme. Paris, France. (y.donders@unesco.org)

6 décembre : Inauguration officielle de l'exposition de Plantu sur les droits de l'homme (5-10 décembre). Paris, France. (y.donders@unesco.org)

6-7 décembre : Deuxième réunion du groupe d'experts sur les Nanotechnologies. Paris, France. (h.tenhave@unesco.org)

8-12 décembre : Conférence itinérante sur l'éthique des sciences. Manille, Philippines. (h.tenhave@unesco.org)

15-17 décembre : Douzième session du Comité international de bioéthique (CIB). Tokyo, Japon. (h.tenhave@unesco.org)

19-20 décembre : Conférence internationale sur « La démocratie et les droits de l'homme dans le monde arabe ». Le Caire, Egypte. (m.goucha@unesco.org)

FÉVRIER

6-7 février : Réunion du Bureau de la Commission mondiale de l'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST). Paris, France. (h.tenhave@unesco.org)

13-14 février : Conférence itinérante sur l'éthique des sciences. Dunedin, Nouvelle-Zélande. (h.tenhave@unesco.org)

20-24 février : Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales. Argentine et Uruguay. (ifsp@unesco.org)

Nouveautés sur le site web de l'UNESCO

Alors que le site web de l'UNESCO offre désormais à ses visiteurs la possibilité d'accéder à l'information sur l'application des programmes de l'Organisation pays par pays (www.unesco.org/fr/worldwide), le projet « Vers la démocratie en Irak », mis en place par le Secteur de la communication et de l'information (ci) et le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) est désormais accessible en arabe, en plus du français et de l'anglais. Destiné à soutenir l'action de l'UNESCO en Irak dans le domaine des droits de l'homme et de la liberté d'expression, ce site offre un service consultatif sur ces droits fondamentaux, afin de soutenir l'indépendance et le pluralisme des médias, conditions indispensables à la démocratie. ¶

Une étude sur les droits humains aux Nations unies

Largement reprise dans le dossier de la *SHS-Newsletter* n°10, consacré aux droits humains, l'étude intitulée « L'approche fondée sur les droits humains et le système des Nations unies », réalisée par André Frankovitz, du Comité des Droits de l'Homme d'Australie, est désormais disponible sur le site web de SHS : www.unesco.org/shs/humanrights/promotion

Commandée par l'UNESCO, cette étude de 74 pages, rendue en mai 2005, explore le processus d'intégration des droits de l'homme dans les différentes agences des Nations unies et met en lumière les progrès obtenus autant que les défis qu'il reste à relever. ¶

L'UNESCO du côté des jeunes en Amérique Centrale

Suite à la demande réitérée par les Pays du Système d'intégration centre-américain (SICA), l'UNESCO a entrepris la formulation d'une stratégie de moyen-terme (2006/2012) pour la prévention de la violence juvénile en Amérique centrale. Plusieurs pays de cette partie du monde – et notamment El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua – connaissent, en effet, une recrudescence d'actes de violence générés par des bandes juvéniles organisées.

Afin de répondre à cette demande, le Directeur Général de l'UNESCO a créé en mai 2005 un Groupe inter-sectoriel de travail (ISWG) qui a effectué en septembre 2005 une mission d'observation à El Salvador, afin de repérer des éléments de pertinence pour l'élaboration de projets au niveau sous-régional et national. Sur la base des résultats de cette mission, d'une Réunion d'experts internationaux organisée à Mexico en septembre 2005, et de la recherche effectuée au Siège et sur le terrain, l'ISWG a pu élaborer une proposition de travail pour le biennium 2006/2007, en cohérence avec l'orientation proposée par la stratégie.

L'objectif stratégique de l'intervention de l'UNESCO est de contribuer à la prévention de la violence en promouvant le développement de la jeunesse à travers la facilitation d'un contexte social, éducatif et économique positif. La contribution de l'Organisation sera ainsi axée sur l'Éducation préventive, la création de repères identitaires à travers la Culture, ainsi que le rééquilibrage de l'opinion publique envers la jeunesse à travers un travail de sensibilisation avec les Médias, et l'amélioration des politiques visant les jeunes à travers la recherche. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Pasquale Capizzi, p.capizzi@unesco.org, tél. : +33 (0)1 45 68 38 05

Bilan de 8 ans de travaux d'un des réseaux du MOST

Le réseau MOST « Villes, environnement et rapports sociaux hommes-femmes », qui vient d'achever 8 années de travail, a présenté les résultats de ses recherches et de ses actions lors d'un colloque à l'Institut universitaire d'études du développement (IUD), à Genève (Suisse), les 24 et 25 novembre

2005. Les travaux se sont déroulés dans huit pays sur trois continents différents : Argentine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cuba, République Dominicaine, Roumanie et Sénégal. La *Newsletter-SHS* y reviendra plus amplement dans son prochain numéro, à paraître le 15 mars 2006. ¶